



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 547-DDPP-14
portant institution de servitudes d'utilité publique

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
VU les articles L.515-12, R.515-24, R.512-39-3 et suivants du code de l'environnement ;
VU le dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique réalisé par le bureau d'études Artelia en octobre 2013 et mis à jour en mars 2014 ;
VU les consultations effectuées en application des articles L.515-12 et R.515-25 du code de l'environnement ;
VU l'avis du conseil municipal de CHAZELLES SUR LYON ;
VU l'avis de la communauté de communes des montagnes de Forez-en-Lyonnais en date du 27 juillet 2014 ;
VU l'avis émis par le conseil général de la Loire en date du 21 août 2014 ;
VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 13 mai 2014 ;
VU l'avis en date du 3 novembre 2014 du conseil départemental des risques sanitaires et technologiques ;
VU le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courrier du 21 novembre 2014 ;
VU l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, au vu du projet d'aménagement prévu du site, d'instituer des servitudes arrêtant les interdictions et restrictions d'usage, sur la base des conclusions des diagnostics et des évaluations des risques, conformément aux dispositions de l'article L.515-12 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'institution de servitudes permet de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE ;

ARRETE

Article 1 – Périmètre des servitudes retenues

Les parcelles n° 271, 272, 273, 295, 997, 1021 et 1022 de la section AC du plan cadastral de la commune de Chazelles-sur-Lyon représentant une superficie totale de 21 865 m² définissent les périmètres d'application des servitudes. Les périmètres d'application sont représentés sur le plan présenté en annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 – Type de servitudes retenu

Les servitudes sont imposées dans le cadre des dispositions prévues à l'article L. 515-12 du code de l'environnement.

Article 3 – Servitudes proposées

Servitudes n° 1 : détermination des usages

Les parcelles, visées sur le plan joint en annexe 1 du présent arrêté, ont été placées dans un état tel qu'elles puissent accueillir sur la :

- zone n° 1 : en fonction du bâtiment (L, E, C, T et M) usage de type artisanal, commercial avec accueil du public et usage d'habitation comprenant des espaces verts, un espace canin et des parkings
- zone n° 2 : usage de type espaces verts et de parkings
- zone n° 3 : usage de type espaces verts comprenant une retenue d'eau interdits au public sauf pour le personnel autorisé par les présentes servitudes
- zone n° 4 : usage de type espaces verts interdits au public sauf pour le personnel autorisé par les présentes servitudes

Les parcelles de la section AC n° 1021 et 997 du plan cadastral de la commune de Chazelles-sur-Lyon d'une superficie totale de 9030 m² constituent la zone n° 1.

La parcelle de la section AC n° 1022 du plan cadastral de la commune de Chazelles-sur-Lyon d'une superficie totale d'environ 2092 m² constituent la zone n° 2.

Les parcelles de la section AC n° 271, 272 et 273 du plan cadastral de la commune de Chazelles-sur-Lyon d'une superficie totale d'environ 7013 m² constituent la zone n° 3.

La parcelle de la section AC n° 295 du plan cadastral de la commune de Chazelles-sur-Lyon d'une superficie totale de 3730 m² constituent la zone n° 4.

La position des zones n° 1, 2, 3 et 4 est précisée sur le plan en annexe 1 des présentes servitudes.

Servitudes n° 2 : précautions pour les tiers intervenant sur le site

Compte tenu de la présence de polluants dans les sols, la réalisation de travaux sur les zones n° 1, 2 et 4 n'est possible que sous la condition de mettre en œuvre un plan hygiène/sécurité pour la protection de la santé des travailleurs et, le cas échéant, des employés du site au cours des travaux.

Servitudes n° 3 : interdiction d'usage agricole des terrains

L'utilisation des terrains pour un usage agricole et de façon générale pour toute implantation d'où il peut être tiré des produits consommables pour l'Homme (potagers, arbres fruitiers, ...) est interdite sur les zones n° 1, 2, 3 et 4.

Servitudes n° 4 : implantation des réseaux d'alimentation en eau potable

L'implantation des réseaux d'alimentation en eau potable dans la zone n° 1 doit être réalisée au sein d'un matériau sain non contaminé entourant la canalisation sur une épaisseur d'au moins 30 centimètres ou au sein de canalisations en matériau limitant la diffusion des polluants.

Servitudes n° 5 : aménagements particuliers de la zone n° 1

Les bâtiments sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté ont été placés dans un état tel qu'ils puissent accueillir :

- bâtiments E, T, M et C : usage de type artisanal et commercial avec accueil du public,
- bâtiments L : usage de type artisanal et commercial avec accueil du public et usage d'habitations.

Tout contact avec les sols pollués doit être interdit.

Les types d'usage prévus sur la zone n° 1 sont autorisés sous réserve de la mise en place d'une couverture totale du site réalisée soit :

- à l'intérieur des bâtiments par un dallage d'une épaisseur minimale de 15 cm,
- à l'extérieur des bâtiments par un revêtement spécial de type enrobé bitumeux, pavés jointoyés, stabilisés composés de graves ou granulats de carrière d'une épaisseur minimale de 40 cm ou une couche de terre végétale saine de minimum 30 centimètres d'épaisseur dans le cas de la pousse de gazon et de minimum 70 centimètres d'épaisseur dans le cas de la plantation d'arbustes,

La couverture totale de la zone n° 1 doit être assurée en permanence.

La zone F correspondant à un terrain d'environ 500 m² dont la délimitation est précisée dans l'annexe 2 du présent arrêté a été aménagée pour accueillir un espace canin.

Le taux de renouvellement de l'air à l'intérieur des bâtiments M, T et E, assuré en permanence, est au minimum de 0,25 volume par heure.

Le taux de renouvellement de l'air à l'intérieur du bâtiment C, assuré en permanence, est au minimum de 1 volume par heure.

Le maintien d'un recouvrement (enduits, cloisons ...) des murs et plafonds des bâtiments L, M, T et E afin d'empêcher toute exposition potentielle des usagers du site aux contaminants (principalement métaux et HAP) par ingestion, contact cutané ou inhalation de poussières, doit être assuré en permanence excepté pour la pièce historique dont l'implantation est précisée dans l'annexe 2 du présent arrêté.

La pièce historique sera maintenue close et son accès interdit au public en permanence. L'accès à la pièce historique est autorisé au personnel du musée uniquement pour des opérations d'entretien et de modifications ponctuelles liées aux expositions du musée.

La requalification de la zone 1 a engendré la réutilisation in situ de remblais impactés aux métaux (principalement mercure, plomb et arsenic) par les anciennes activités chapelières. Ces terres contaminées représentant un volume estimé à 550 m³ (environ 1000 tonnes) ont été confinées sous la dalle du bâtiment C. Un grillage avertisseur a été mis en place à l'interface des terrains naturels et des remblais contaminés afin de délimiter la couche de remblais.

Servitudes n° 6 : aménagements particuliers de la zone n° 2

Les espaces verts présents sur la zone n° 2 doivent être recouverts d'une couche de terre végétale saine de minimum 30 centimètres d'épaisseur dans le cas de la pousse de gazon et de minimum 70 centimètres d'épaisseur dans le cas de la plantation d'arbustes.

La couverture végétale présente sur les espaces verts doit être maintenue de façon permanente.

L'espace vert présent à l'Est de la zone n° 2 est constitué d'environ 500 m³ de terres contaminées au mercure issues des travaux de remblaiement de surface nécessaires à la création de l'espace canin présent sur la zone n° 1 et des parkings présents sur la zone n° 2.

Servitudes n° 7 : aménagements particuliers des zones n° 3 et 4

L'accès aux zones n° 3 et 4 doit être interdit à toutes personnes non autorisées par les présentes servitudes.

La clôture, le portail et les haies végétales interdisant l'accès aux zones n° 3 et 4 doivent être maintenus en bon état de façon permanente.

La couverture végétale présente sur les zones n° 3 et 4 doit être maintenue de façon permanente.

Les opérations d'entretien des espaces verts sont autorisées sur les zones n° 3 et 4 dans la mesure où elles respectent les présentes servitudes.

Servitudes n° 8 : interdiction d'utilisation des eaux souterraines

Tout pompage, toute utilisation des eaux souterraines présentes au droit des zones n° 1, 2 et 4, à l'exception de ceux autorisés au préalable par l'administration, sont interdits.

Servitudes n° 9 : élément concernant les interventions mineures dans la zone n° 1

S'agissant d'interventions ne remettant pas en cause l'usage du terrain et le confinement des pollutions résiduelles, les sols et matériaux excavés sur la zone n° 1 pourront éventuellement être réutilisés en remblais sur le site dans la mesure où ils respectent les présentes servitudes. À défaut, tous les sols et matériaux excavés ainsi que tous les travaux réalisés sur les matériaux des bâtiments devront faire l'objet d'un traitement adapté.

Servitudes n° 10 : Encadrement des modifications d'usage

Tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, tout projet de changement d'usage des zones n° 1, 2, 3 et 4, toute utilisation des eaux souterraines, par une quelconque personne physique ou morale, publique ou privée, nécessite la réalisation préalable, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'initiative du projet concerné, d'études techniques (par exemple plan de gestion) garantissant l'absence de risque pour la santé et l'environnement en fonction des travaux projetés.

Servitudes n° 11 : allègement ou aggravation des servitudes

Les contraintes figurant dans les servitudes pourront être aggravées ou allégées par suite de la dégradation ou de l'amélioration de la situation ayant rendu nécessaire l'établissement des présentes servitudes après avis des administrations compétentes.

Servitudes n° 12 : Information des tiers

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées ci-dessus en les obligeant à les respecter.

Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à dénoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage dont elles sont grevées en application de l'article 1638 du code civil en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

Article 4

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif.

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 5

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

Article 6 :

Monsieur le sous-préfet de MONTBRISON, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de CHAZELLES SUR LYON sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Fait à Saint-Étienne, le 11 décembre 2014

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation le Directeur Adjoint
Patrick RUBI

Copie adressée à :

- Communauté de communes de Forez en Lyonnais

ZA de Montfuron

42140 CHAZELLES SUR LYON

- Monsieur le Sous-Préfet de MONTBRISON

- Monsieur le maire de CHAZELLES SUR LYON

- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono